

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

JEUDI
23

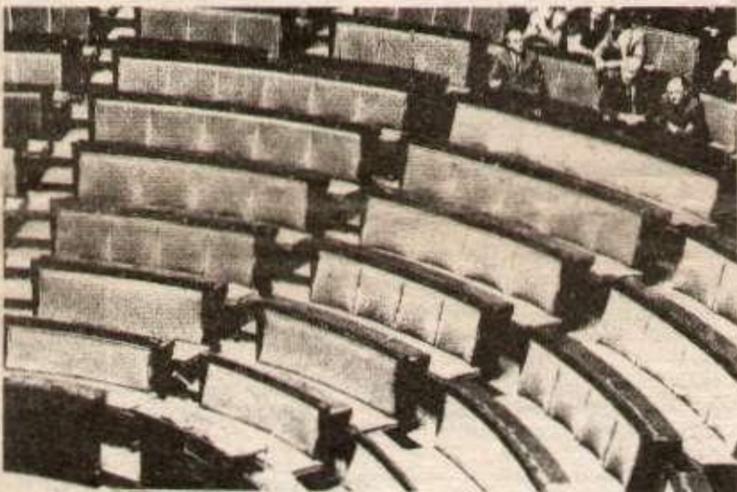
OCTOBRE
1975

N 19

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

BUDGET 30 députés sur 480 en débattaient hier!



L'affluence au moulin à paroles du Palais-Bourbon : ils étaient 30 députés présents, hier après-midi, sur 500, pour discuter du budget. Tout de même ! Trois fois plus que la veille au soir.

Les députés ont donc commencé à discuter du budget à l'Assemblée Nationale. En principe, ce débat a une certaine importance, puisqu'il détermine normalement quels impôts nous aurons à payer, s'il y aura des logements pour les travailleurs, quels crédits seront accordés aux équipements collectifs, etc... Eh bien pour le début de ce débat

d'orientation générale, il y avait à peu près 1 député sur 4. C'est dire le rôle décisif du parlement pour décider de notre sort. Il faut savoir aussi, que le projet de budget précisément n'en est pas un : Papon l'a confirmé dans son rapport : «Ce budget est caractérisé par une relative neutralité... C'est un budget d'attente qui offre une

structure d'accueil aux ajustements qui pourraient être rendus nécessaires...»

Fourcade peut alors nous abreuver de mots à la télévision sur son «budget en équilibre», car il ne travaille pas sans filet ! Et Papon l'explique : «Nul doute que, chemin faisant, nous serons conviés à d'autres rendez-vous budgétaires, et je comprends la prudence du gouvernement.»

Quelle prudence en effet ! La bourgeoisie en est réduite à rectifier son budget trois ou quatre fois dans l'anne avec des mesures comme le « Plan de relance » de septembre dernier.

Et il est certain que ces rectifications feront apparaître un déficit budgétaire que le gouvernement fera payé, bien entendu, aux travailleurs.

Peu importe, estiment «Messieurs nos députés !» Et puisque la discussion du budget ne leur donne pas l'occasion de se donner de l'importance, de se faire de la publicité auprès de leurs électeurs, on fait donner, pour parler devant les bancs vides les députés de 4^e catégories, un certain Duffour pour le P.S., un certain Bignon de l'U.D.R. (vous connaissez ?).

Suite page 4

SOVIREL un député à l'usine..



La sortie de l'assemblée générale, hier

Bagneaux, c'est une grande rue avec sur la droite, quand on vient de Nemours, une cité HLM et des dizaines de petites maisons entourées de jardin ; à gauche : Sovirel. Mais aujourd'hui, aucune fumée ne sort des deux grandes cheminées, aucun bruit ne provient de cette usine qui pourtant fonctionne en équipes. Non : aujourd'hui, comme nous l'annoncions hier, l'usine est occupée.

CONTRE LE CHÔMAGE PARTIEL

Dix heures, l'assemblée générale se termine. Des travailleurs nous expliquent leur lutte : «Depuis décembre 74, on se bat pour notre emploi, contre le démantèlement, contre le chômage partiel et contre 181 licenciements. Là on occupe pour la journée, mais ce n'est pas notre première action.»

Suite page 5

ESPAGNE l'héritage disputé



virir une crise de succession. En effet, mardi, à l'annonce de la maladie de Franco, le président du «parlement» franquiste, les Cortès, recevait le premier ministre, Arias Navarro, et le successeur désigné pour assurer la pérennité du fascisme, le «pelele», le pantin Juan Carlos de Bourbon. On attendait une déclaration de Navarro, informant que Juan Carlos assurait l'intérim, comme lors de la précédente maladie de Franco. La déclaration n'est pas venue : c'est que le pantin, se rebiffant, refusait d'être nommé à titre provisoire, pour devoir rentrer dans l'ombre, comme il l'avait fait la dernière fois après quarante jours.

encore une fois, tiré. Si l'on peut difficilement accorder foi aux informations officielles, qui le présentent assis dans son bureau, ou marchant de long en large, le fait demeure qu'il n'est pas mort.

Cependant, la crise cardiaque du dictateur est en passe d'ou-

Mourra-t-il ? Quelques heures durant, des millions d'espagnols se sont posés cette question, avec au cœur l'espoir de voir disparaître Franco. Et une certaine déception de n'avoir pu lui faire subir le châtement de ses crimes. Hier soir, pourtant, on confirmait de plus en plus que le bourreau de l'Espagne s'en était

Hier soir, en même temps que se confirmait le «mieux» du dictateur, on confirmait cependant des bruits qui couraient depuis le matin sur une réunion importante de militaires : 60 hauts gradés, parmi lesquels les gouverneurs militaires de régions. Il s'agirait d'un projet de constitution d'une junte de 6 ou 7 officiers, avec à sa tête Campano, promu récemment chef de la «garde civile» (corps de police espagnole). Ces officiers envisageraient de prendre le pouvoir.

Ainsi, à l'heure où la deuxième attaque de Franco est venue reposer le problème de la suc-

cession, les contradictions graves qu'elle suscite entre les clans de l'oligarchie fasciste apparaissent au grand jour. D'une part, les partisans de Juan Carlos, qui envisagent une «démocratisation» en trompe-l'œil pour tromper les masses. D'autre part, la «vieille garde», qui craint que le peuple s'engage dans la moindre brèche ouverte dans le régime de terreur.

Au centre de ces déchirements, la question de savoir comment museler le peuple. Le peuple qui n'attend qu'une occasion pour se jeter à corps perdu dans la bataille et balayer toute cette pourriture.

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

DES TRAVAILLEURS DE COCHIN SE RÉUNISSENT POUR ÉCRIRE AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Depuis que le journal est sorti, nous le lisons et nous pensons que c'est une bonne arme pour les travailleurs.

Il y a beaucoup de travailleurs qui veulent et qui peuvent lutter mais qui sont isolés et qui manquent de confiance. Ce journal en entrant en contact avec les travailleurs directement, part de la réalité en posant les problèmes comme les gens se les posent. Il n'est pas comme les journaux bourgeois qui donnent un point de vue de l'extérieur. On souhaiterait qu'il soit plus efficace encore, qu'il explique mieux. Par exemple, sur le Cambodge, on aurait aimé une explication plus détaillée sur ce qu'est le socialisme. On aimerait aussi un peu plus de détente, et voici ce que nous entendons par là : plus d'articles sur la Chine, sur les pays socialistes, sur la façon dont le peuple vit ailleurs... Encore plus de détails sur les conditions de travail dans tous les domaines et ce que les travailleurs en pensent.

Nous hospitaliers, nous avons des choses à révéler sur la santé. Par exemple, un collègue de travail a attrapé un virus à la gorge chez les prématurés, l'assistant a refusé d'admettre qu'elle a pu attraper le virus dans le service, déclarant qu'elle avait pu attraper ça dans le métro, lui refusant ainsi le bénéfice de la maladie professionnelle. Cette pratique est courante à l'hôpital, alors que nous avons neuf chances sur dix de contamination sur notre lieu de travail même.

Nous connaissons un garçon qui travaille au caveau de linge sale et qui a attrapé quelque chose au nez depuis plusieurs mois, il a une infection : le médecin qui le soigne l'a arrêté de temps en temps, mais n'a rien fait efficacement pour qu'il guérisse...

Les hépatites dans le personnel ont beaucoup augmenté par rapport aux autres années, jusqu'à présent, rien n'a été fait contre : il paraît qu'on va changer les produits d'entretien jusqu'ici inefficaces : mais attention à l'eczéma aux mains, car nous n'avons pas de gants ou très rarement...

Un agent travaillant aux cuisines transportait les gamelles sur un petit charriot : il y avait des gamelles spéciales pour les enfants mais on ne s'en servait pas et la nourriture pour les enfants était mise n'importe où. Alors notre camarade a fait la réflexion à l'adjoint de l'économiste qui venait tous les jours contrôler l'hygiène. Celui-ci s'en est fâché, déclarant que l'agent n'avait qu'à se mêler de ses affaires, et que c'était au chef-cuisinier de s'occuper de ça. L'agent s'est même vu changé de service. Alors l'hygiène à l'hôpital, c'est pour qui et par qui ?

Quand nous, travailleurs, essayons de relever les fautes de nos «supérieurs hiérarchiques», cela n'est pas admis : le pouvoir, à l'hôpital, appartient à une classe, celle des patrons, celles des chefs, et la santé est, en définitive, passée au second plan. Tous les jours, nous sommes victimes et témoins d'abus contre les malades et contre nous.

Nous pouvons citer la chasse à l'absentéisme, les menaces de licenciement, les représailles contre les agents qui s'arrêtent et ce sont souvent des femmes qui ont des enfants malades et qui n'ont personne pour les garder. Alors on se retrouve avec huit jours de mise à pied ou un licenciement après quatre ans d'auxiliaire, ou une menace : «Si vous n'êtes pas rentable, c'est la porte...»

Nous en avons long à dire sur les hôpitaux. Il faut que tous les travailleurs sachent comment nous sommes traités

ici nous aussi, dans ces hôpitaux où soi-disant tout le monde est là pour faire une équipe au service des malades.

Il faut que nous arrivions à faire le lien entre les malades et le personnel exploité, que les malades sachent que si nous ne sommes pas toujours disponibles envers eux, toute la journée, c'est que nous sommes contrariés par nos surveillants, menacés de changement de service, de mises à pied. Il faut aussi que les travailleurs hospitaliers comprennent que, si ils ont des problèmes, ce n'est pas aux malades de payer, mais qu'il faut se retourner contre les vrais coupables.

Nous espérons que le Quotidien du Peuple servira la cause des travailleurs malades et de tous les travailleurs comme il a commencé à le faire et qu'il permettra le débat sur les perspectives de lutte et qu'il deviendra une arme pour tous nos camarades hospitaliers.

DES ÉTUDIANTS DE NANTERRE SE RÉUNISSENT POUR DISCUTER DU JOURNAL

... Le Quotidien du Peuple enthousiasme les camarades, celui-ci s'est beaucoup amélioré depuis les premiers numéros. Cependant, il reste beaucoup à faire pour qu'il devienne l'arme dont nous avons besoin.

Au niveau général, les camarades ont regretté qu'il n'y ait pas plus d'articles de fond...

L'éditorial : les camarades aimeraient trouver un véritable éditorial.

Le courrier : apprécié.

La série d'articles sur le Portugal : les premiers articles ont donné l'impression de piétiner. Il n'est pas donné assez d'éléments pour juger des divergences des organisations marxistes-léninistes. Les articles sur l'Espagne, la politique sont dans l'ensemble bien faits et intéressants. Les articles sur les luttes sont en nette amélioration.

Les rubriques, en sixième page, sont en général, très appréciées, mais elles doivent être régulières.

Les articles sur l'art sont également intéressants : un camarade a vu le «Cuirassé Potemkine» et trouvait la critique bien faite, un autre voulait voir le spectacle, et après avoir lu l'article n'a pas voulu y aller.

Le principe et le contenu du bloc-notes et du feuilleton sont trouvés très bon par tous.

La page internationale est trop réduite, et on sent là encore plus la nécessité de passer au douze pages... Les articles sur la Résistance palestinienne sont intéressants mais des questions restent posées : où en est la Résistance, les divergences en son sein, etc... Les pressions du social-impérialisme... Des camarades africains suggèrent que, dans une étape ultérieure, il serait intéressant de faire des enquêtes sur tel ou tel pays d'Afrique ou d'Amérique Latine de même que sur les colonies françaises...

Donc un journal qui devient un véritable journal d'informations. Avec encore des difficultés à faire ressortir les perspectives des articles.

La réunion s'est terminée par un appel à la souscription et à la diffusion... Il a été décidé de se revoir pour parler de la crise sur la base des articles à paraître dans le Quotidien.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

C. POSTIER A PARIS

... Pas assez d'importance pour la page ouvrière ! C'est le plus important pour faire connaître le journal auprès des syndicalistes et des travailleurs. Il faudrait deux pages... Et un point sur toutes les luttes absolument une fois par semaine. Plus de correspondances. Et une page paysanne de temps en temps !

C.A. de Vitry

(...)est-ce qu'il pourrait y avoir une place chaque jour, où une femme exprimerait le point de vue des femmes sur n'importe quel sujet, ouvrant une discussion. Par exemple, la haine des commerçants de notre cité vis à vis des enfants, (encore plus s'ils sont immigrés). Ou l'utilité de maisons de repos où n'importe quelle femme pourrait aller en toute tranquillité sans ses gosses lorsqu'elle n'en peut plus (...)

Nous retenons ta suggestion. Pour l'instant, que penses-tu de la page «femmes» hebdomadaire et accepterais-tu d'y collaborer ?

Un jeune immigré de Caen

Je voudrais que ce témoignage soit publié dans le Quotidien du Peuple.

Pour avoir demandé à être payé au SMIC, deux jeunes travailleurs immigrés ont été licenciés par le patron Godefroy sur le marché de gros de Caen le 20 octobre. Ce dernier les payait à 7F50 alors que le SMIC est à 7F71. Le marché de gros est un véritable exemple d'exploitation : dans le premier rang, on trouve les patrons qui font la loi et qui se livrent à un méchant trafic : mon patron, par exemple, en recevant des marchandises, nous a fait changer les étiquettes pour en mettre d'autres et par la suite, les vendre beaucoup plus chères... S'appuyant sur le chômage, ces patrons embauchent et licencient comme ils veulent... En second rang, on trouve les grossistes et demi-gros ils viennent vers la fin du marché pour être servis alors qu'on a travaillé toute la nuit, et ne nous respectent pas. Ils disent, en s'adressant au patron : «tu me passes un de tes esclaves pour charger mon camion»... Enfin, les ouvriers, ceux qu'ils appellent les «carabots»... mais chez qui la révolte grandit.

G. de Thonon

Je vous écris d'abord pour vous féliciter de la venue du Quotidien du Peuple mais aussi pour vous envoyer quelques avis personnels : le Quotidien n'est pas encore suffisamment sorti du genre hebdomadaire, manque de dessins humoristiques, il faut un agrandissement du format, passer à douze pages avec parution le samedi (important pour le marché), mais tout ceci est lié aux questions financières. Encore une fois, félicitations pour la parution du journal. Pourriez vous faire venir un exemplaire chaque jour au kiosque. salutations communistes

communiqués

COMMUNIQUE DU SECRETARIAT NATIONAL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE.

ples d'Espagne unis dans la lutte contre le fascisme.

TOUS A HENDAYE LE 1^{er} NOVEMBRE

L'U.C.J.R. organise un départ en cars de Paris. Prix aller et retour : 90 NF (casse-croûte compris).

Pour les inscriptions, téléphoner au 208 65 61 entre 8 h 30 et 13 h 30

Au moment où dans ses derniers sursauts, le régime pourri de Franco-Juan Carlos s'apprête à condamner à mort de nouveaux militants révolutionnaires ou patriotes,

la jeunesse de France doit se mobiliser pour marquer son soutien total aux forces populaires qui préparent l'assaut contre la dictature fasciste, empêcher de nouveaux crimes, et crier sa haine de la bourgeoisie française complice des assassins.

L'initiative de la marche internationale sur l'Espagne, lancée par des militants et des intellectuels révolutionnaires ou anti-fascistes, est juste, et va dans le sens de cette mobilisation.

Pour qu'elle remporte un succès encore plus grand, débouchant sur l'organisation permanente de la solidarité,

pour que l'enthousiasme qu'elle a suscité immédiatement parmi nous ne soit pas une fois de plus dévoyé par les spécialistes de la confusion,

l'U.C.J.R. appelle la jeunesse à y participer massivement, à lui donner le contenu internationaliste voulu par ses initiateurs, d'un soutien de masse aux peu-

Des jeunes travailleurs, des lycéens Paul Valéry, Hélène Boucher, Voltaire, Gennevilliers, Juvisy, Savigny, Chateaufort, Etampes, Ecole nationale de physique chimie, Bessières, Balzac, Malarmé se sont rassemblés en vue de préparer la marche sur l'Espagne du 1er novembre.

Après les premières initiatives tenues sur leurs foyers de jeunes travailleurs ou leurs établissements scolaires ils envisagent une première réunion le samedi 25 octobre à 14h30 à l'AGECA - 177 rue de Charonne - Métro Alexandre Dumas. Ils examinent la possibilité d'obtenir les témoignages d'anciens des brigades internationales, de camarades espagnols, d'un film fait avec la famille du militant basque Otae-gui pour animer cette réunion.

JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris



JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :
Y. CHEVET
imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



subir la crise ou engager la lutte

Au cours des différentes interviews, de l'échange de points de vue d'ouvriers comme aussi au fil des contributions sur la situation économique parues précédemment, le chantage à la crise orchestré par la bourgeoisie s'est dessiné, mais aussi l'existence de faiblesses économiques de l'impérialisme français. Comment démêler parmi les éléments de la crise vécus par les travailleurs et rapportés dans les colonnes du «Quotidien du Peuple» une première appréciation que vos propres analyses et témoignages devraient contribuer à éclairer dans les jours qui viennent :

- En fin de compte s'agit-il d'une crise fabriqué de toutes pièces ?
- Comment faire la part du chantage de la bourgeoisie ?

Faudrait-il «courber» l'échine en attendant des jours meilleurs ou s'engager dans l'action sans attendre, de toutes façons ?

Voilà ce sur quoi il est nécessaire aujourd'hui de faire le point avant toutes choses : en particulier, afin de dégager en positif les traits marquants de la compréhension de la crise que se sont forgés les travailleurs.

Le fait est que depuis le début de notre enquête-débat, une succession de données (articles sur le commerce extérieur de l'Etat, sur la production...témoignages de la SMN ou de Besançon...), ont fini par poser cette première question : Quelle est la réalité des difficultés économiques dont la bourgeoisie prend prétexte pour présenter sa note de chômage, d'intensification du travail et d'austérité à la classe ouvrière ?

A Usinor-Dunkerque, des camarades de l'aciérie, confrontés au passage à 80 coulées par 24 heures, se demandent : «Où va donc l'acier que l'on fait et qui n'est même pas stocké ? Dans notre secteur, les gars pensent tous que les patrons disent qu'il y a crise pour faire taire les ouvriers et pour être tranquilles !»

Beaucoup de réflexions d'ouvriers de Besançon ou de Caen reprennent peu ou prou cette idée que la bourgeoisie pratique le bluff et que «la crise» est un système d'explication (justifiant des renforcements de l'exploitation), plus qu'une réalité. C'est sur la base de secteurs d'industrie non encore touchés par la

récession, le chômage partiel, ou sous le coup de contrastes scandaleux entre la situation des travailleurs et les profits et les richesses étalés (comme par exemple, Bourgeois à Besançon), que ces points de vue semblent se former. Il y a une part de vrai à ça : la bourgeoisie noircit sans cesse le tableau pour faire accepter ses mesures anti-ouvrières. Ses lamentations vont de pair avec des appels à serrer les coudes pour sauvegarder ensemble, patrons et ouvriers, «l'économie nationale».

Ceci fait que la méfiance ouvrière face à ce corps de mensonges est un réflexe de classe compréhensible. Mais sur cette base juste, est-il juste de nier la dimension économique de la crise de l'impérialisme français ? Assurément non ! Car les faits sont là pour témoigner de l'âpreté de la bataille des marchés dans laquelle la bourgeoisie française ne sort pas toujours gagnante, loin de là. La récession est bien réelle, au niveau de branches entières d'industrie. Quant aux plans de la bourgeoisie, il est net qu'en attendant de «faire peau neuve, en éliminant les canards boiteux», (par les restructurations), ils témoignent plus d'une gestion de la crise que d'une maîtrise approfondie des conditions du redéploiement de l'économie impérialiste française.

La «navigation à vue» de l'Etat bourgeois comme du CNPF, les camarades de la S.M.N. en ont témoigné, au même titre que les enquêtes sur la situation économique publiées du 15 au 17 octobre.

Les faits sont têtus !

Rien ne sert, comme certaines sections syndicales (en particulier de secteurs sidérurgiques) ont pu le faire dans leur propagande de tous les jours, de nier les réalités économiques. En effet, à quoi rime de parler haut et fort et de vouloir «faire payer la crise à la bourgeoisie»...seulement lorsque «des patrons peuvent payer», (c'est-à-dire quand la courbe officielle des bénéfices est favorable aux entreprises dans lesquelles on travaille et milite) ?

N'est-ce pas, indirectement, s'engager sur la pente dangereuse de la «compréhension» et du «débat économique», courtois, avec le patronat ?

N'est-ce pas, indirectement, s'engager sur la pente dangereuse de la «compréhension» et du «débat économique», courtois, avec le patronat ? C'est l'image qu'a pu offrir ainsi la table ronde de la télévision sur F.R.3 le 8/10/75 où Gandois, P.D.G. de Sollac-Sacilor a pu «dialoguer» sans problème avec des dirigeants syndicaux (F.O. mais aussi C.G.T. et C.F.D.T.).

EXAMINER LES CARNETS DE COMMANDE OU S'ENGAGER DANS UNE LOGIQUE DE LUTTE DE CLASSE ?

N'est-ce pas à coups sûr en s'acheminant vers des positions soi-disant «réalistes», se désarmer face à la crise, lorsqu'on adopte son attitude au caractère tangible ou non de la récession, des chutes de productions et des pertes de marchés ? C'est visiblement cette logique là que comprend le Programme Commun. Les «dénonciations» de la crise qu'il inspire, s'accrochent aux «gaspillages».

C'est le piège tendu largement aux travailleurs par les à coups d'une certaine propagande syndicale, l'œil rivé aux carnets de commandes.

Mais face au chantage, cette attitude nous lie les mains. La crise est

un potentiel de production qui permet de suivre le moment venu un redressement de la situation économique», révèle Gandois en écho.

PROFITER DE LA CRISE ?

Posons nous la question aussi de ce que révèle la situation de crise vécue en France. Les camarades de Caen ont prouvé par leur démarche militante que «la marge de manœuvre du patron est bien plus étroite en période de récession». La bourgeoisie manifeste sa faiblesse dans la crise. A nous de prouver que ce ne sont pas là des problèmes passagers, une espèce de soubressaut.

Le système impérialiste et ses contradictions ont plongé la bourgeoisie française dans une situation dangereuse où ses marchés ne sont pas seuls en jeu ! Car que signifient donc les crédits «libéralement» accordés par Giscard à des entreprises ayant proclamé bien fort qu'elles devaient licencier.

Ce n'est pas là un signe d'intérêt soudain pour le sort du chômeur, pas plus que la simple rançon d'un chantage économique. L'ampleur de la crise se retrouve ici, dans la peur que dans la montée du chômage, l'exaspération et la prise de conscience des chômeurs qui s'amorcent ainsi à large

est en cause c'est, au travers de la crise en cours, l'existence même du système en place d'exploitation, dévoilé crûment dans ses contradictions.

LA VOIE DE LA LUTTE.

Alors ? La voie tracée par les ouvrières de Jaeger refusant la combine patronale («deux jours chômés par mois, 300 compteurs par jour en plus pour étaler la production des jours chômés»)...

En fin de compte, difficultés ou pas, de quel point de vue doit-on partir si ce n'est des intérêts de classe du prolétariat et des travailleurs opprimés à ses côtés ?

C'est cette logique de combat qu'exprime de plus en plus largement déjà, par exemple, de nombreux travailleurs de la chimie et leurs sections syndicales engagées dans l'action. A Sovirel, Soretex, Babcock ou Griffet, la lutte est menée avec ténacité. «On n'est pas là pour partager les ennuis du patron, pas plus que pour les discuter !».

De la sidérurgie à la construction métallique, des PME aux trusts, la classe ouvrière commence à se couler le joug du chantage à la crise, à fixer son regard sur les premières usines où des camarades sont passés à l'offensive !

DES OBSTACLES A BALAYER :

Mais la reprise de l'offensive par la classe ouvrière contre la crise, l'aspiration à mettre un coup d'arrêt massif aux plans de la bourgeoisie, c'est une poussée qui ne va pas tout d'un trait...

• D'une part, de la compréhension de la situation de l'entreprise à celle d'ensemble, le pas n'est pas fait d'un coup ! Il s'agit de mesurer maintenant le poids du battage fait autour des solutions de la bourgeoisie en place et de celles du programme commun. Qu'est-ce qui pèse sur l'action de classe dans le flot de propagande : «le nouveau modèle de croissance» giscardien ou la «relance de la consommation populaire» prônée par le P.C.F. ?

• Mais aussi, jusqu'à quel point le bilan, rarement victorieux, des luttes du printemps (de Besançon à Dunkerque, à Chausson...) ou même plus ancienne (P.T.T. en novembre de l'an passé) marque la réflexion ouvrière aujourd'hui, face à la crise ?

«A Usinor Dunkerque, en mai, on avait une carte à jouer mais on n'a pas su gagner. Pourtant dans ceux qui n'ont pas voulu s'y mettre à l'époque, beaucoup se sentent concernés maintenant. A cette heure, il faut prouver qu'on ne va pas recommencer comme en mai parce qu'alors ce ne serait pas la peine».

Ces bilans, il faut les entreprendre pour clarifier la riposte à organiser par les travailleurs face à la crise.

C'est à quoi, vos correspondances, vos témoignages devront nous aider à partir de cette semaine, après l'examen critique des différentes solutions bourgeoises à la crise (que nous entamons demain).



là ; qu'elle se traduise par les restructurations de la sidérurgie et de chimie, par l'intensification du travail (et son lot d'accidents du travail), comme à Bourgeois-Besançon ou par le démantèlement des centres de tri P.T.T. de la région parisienne...

C'est ce qui est vécu immédiatement et «c'est ce qu'il faut attaquer sans tarder, sans hésiter» comme le proposait un camarade de la sidérurgie lorraine. C'est clair qu'on ne peut plus admettre les appels du pied des patrons qui voudraient que «cette situation nous impose aujourd'hui à tous des sacrifices !»

Mais on ne peut pas plus temporiser au nom d'une «étude» des réalités économiques. Ces conséquences sont palpables au plan d'ensemble, déjà elles préparent en fait, une réadaptation de l'appareil de production capitaliste aux nouveaux rapports de force mondiaux = «on veut nous faire produire plus avec moins de bonhommes !» dit un ouvrier lamineur d'Usinor Longwy - «Il faut maintenir

échelle, trouvent leur cible : le pouvoir de la bourgeoisie, de cette classe qui veut s'installer dans la crise et en profiter à nos dépens, jusqu'au bout...

L'échéance est-elle d'ailleurs si lointaine ? Ce jeune aciériste qui témoignait hier dans ces colonnes n'a-t-il pas tracé clairement une démarche de classe face «aux arrangeurs de crise ?».

Sans cesse, il s'agit de souligner les faiblesses du camp de la bourgeoisie, les contours de sa propre crise. Il est possible et nécessaire de marquer des points au sein même de cette situation de crise. De nombreux travailleurs l'ont bien compris : ils veulent maintenant à la fois garantir l'emploi et les salaires, et profiter sans perte aucune des réductions d'horaire. Beaucoup enfin se pose ces mêmes problèmes décisifs que les camarades de Dunkerque : «ne plus revenir comme avant», choisir entre «la société de consommation» d'hier ou la «croissance zéro» d'aujourd'hui, n'est pas de mise pour eux. Ce qui

UN LECTEUR

NOUS ECRIT

Dans le journal de lundi, vous parlez de nos «lourdes pertes de pouvoir d'achat». Voici mon témoignage d'ouvrier (P1 à Sollac) à ce sujet : le patronat sidérurgique parle de «pertes n'excédant jamais 6 à 8 %». La réalité est tout autre : par exemple pour moi, sur la base d'un salaire de 2760 F (sécurité sociale déduite) et sans compter les incidences de l'ancienneté, la perte réelle peut se chiffrer de la manière suivante :

- chacun perd :
- la prime d'objectif, soit 70 F
- la prime fixe mensuelle (6 jours), soit 362 F (sur la base d'une indemnisation à 50 %, prévue par le patronat)
- un jour férié en moyenne par mois, soit 123 F
- pour mon cas (qui est fréquent) pour lequel les 18 jours chômés recouvrent des tournées de nuit, la perte s'étendra, sur le trimestre (avec la disparition des primes de panier) à : (555 F + 82 F) x 3 = 1911 F (soit 23 %)...

R.H. Florange

politique

EN BRETAGNE ET MAINTENANT EN OCCITANIE, C'EST LE MOUVEMENT DES MASSES QUI EST VISÉ

En Bretagne, où le docteur Carro vient d'être relâché, les arrestations se poursuivent, touchant divers mouvements et personnalités se réclamant de l'autonomie. De nombreux syndicalistes ouvriers et paysans sont toujours en garde à vue : la procédure de la Cour de Sécurité permet à la police de prolonger la garde à vue pendant six jours.

Dans le midi, sur enquête d'un juge de Carcassonne, plusieurs dizaines d'interpellations ont eu lieu. Le chanteur occitan Claude Marti, Le Bris, Majourel, qui avaient déjà été poursuivis, ont été interrogés par la police. Les Comités d'Action Viticoles, aujourd'hui dirigés par les petits viticulteurs de l'Aude, se sont élevés contre ces arrestations, « bien conscients que les vigneron demain pourraient être l'objet de mesures similaires ».

en bref..

PAS DE REPIT POUR LA CAMPAGNE SUR LA CRIMINALITE

C'est devant les parlementaires que le premier flic de France a vanté le « taux élevé de réussite » de sa police. Il a eu le culot de dire que la police « intervient dans un cadre de stricte légalité » ; on pense aux agresseurs de Benachemou, à la ratonnade contre les postiers à Charenton... En conclusion, il a demandé moins de « laxisme » (en langage simple moins d'indulgence), de la part des juges.

GRANDES SURFACES BRISEUSES DE GREVE

Leclerc, ami du personnel de Giscard, a les honneurs du Parisien Libéré pour annoncer l'ouverture des centres Leclerc. France-Soir, pour sa part, donne une liste de pompes qui seront ouvertes dans les grandes surfaces (Euromarché, Auchan, etc...). A croire que cette presse pourrie s'écrit directement chez Chirac qui veut liquider les petits détaillants.

NOUS N'IRONS PAS DÉJEUNER

Hier, drame chez Chirac. Il offrait à déjeuner aux parlementaires. Neuf sièges sont restés vides. Ceux des socialistes, radicaux de gauche et ceux des révisionnistes du PCF. Mme Cresson du PS a expliqué à France-Inter que c'était pour protester contre « les conditions lamentables de l'organisation du meeting de Chatelleraut ». Quant aux députés et sénateurs PCF, ils préfèrent la soupe d'Edgar Faure : fin juin dernier, Ballanger était en effet sorti ravi du cocktail donné par Edgar Faure. Il avait attendu que Giscard soit sorti pour rentrer, de peur de se faire prendre en photo avec lui, sans doute. A quoi tiennent les humeurs de tous ces politiciens !

MARSEILLE : LIBERTÉS ET PROGRAMME COMMUN

Deferre, député-maire de la ville de Marseille, vient d'interdire la journée « portes ouvertes » que voulaient faire les travailleurs du chantier du métro pour populariser leur grève. Explication : seule, la municipalité a le droit de décider si l'on peut visiter les chantiers ! Décidément, Deferre est toujours aux avant-postes de la lutte pour les libertés !

BUDGET : 30 députés sur 480 en débattaient hier

Suite de la une

Il y a même eu l'intervention d'un « sympathisant » de Jobert qui a découvert tout seul que « ce budget ne comporte aucune vue d'avenir ». Quant au P.C.F., il a confié le soin à Hélène Constans de parler... des femmes.

Bref, un débat général d'une envergure inégalée dans ce haut lieu qu'est l'assemblée nationale, qu'on nous nous incite de temps en temps à composer de députés de droite ou de gauche. C'est décisif, disent-ils tous. On le constate effectivement pour la discussion sur l'orientation générale du budget.

En tous cas les députés qui n'étaient pas là, ont eu tort. Ils ont raté une occasion de se donner en spectacle ; pas à la tribune comme d'habitude ; il y avait mieux que cela dans les couloirs pendant les débats sur le budget - se montrer à

leurs électeurs grâce à la télévision. Pour dénoncer la parodie du débat budgétaire, pour protester contre l'aggravation du sort des travailleurs Non pour chanter « à la pêche aux moules ! », car l'heure de gloire de « Messieurs nos députés » cette semaine, ce n'est pas le budget, c'est l'émission du « Petit Rapporteur » de dimanche prochain ! Quand Lenine parlait du « crétinisme parlementaire », il n'imaginait sans doute pas que grâce à la télévision, des progrès considérables seraient accomplis dans ce domaine.

Qu'attendre d'autre du Parlement ? Au mieux il pourrait donner un avis, car c'est le gouvernement qui reste le seul maître de la répartition des crédits.

F.V.

PASCAL INCULPÉ A RENNES : «je suis le seul inculpé de l'affaire de Bruay»

Hier, dans l'après-midi, le juge d'instruction, Henri Pascal s'est vu notifié son inculpation devant la cour d'appel de Rennes pour violation du secret professionnel, à la suite d'une plainte déposée lors de l'affaire de Bruay en Artois.

Du point de vue de la bourgeoisie, un juge, c'est fait pour exécuter sa justice, entendez, la justice des patrons ; c'est un des moyens que le pouvoir a entre les mains pour asseoir sa domination. Mais voilà que dans le syndicat de la magistrature s'exprime un courant qui finalement revient à mettre en jeu les règles habituelles de la justice.

C'est sur la question du secret de l'instruction que Pascal fait porter ses critiques. Dans l'interview qu'il a accordé au Quotidien du Peuple, il devait déclarer : « On a peur du changement qui s'opère aujourd'hui...supprimer le secret de l'instruction, cela les effraie, c'est pour cela qu'ils m'inculpent ».

« On me juge aujourd'hui, parce que j'ai fait le procès de la justice de caste », a déclaré Henri Pascal, à Rennes. C'est un magistrat influencé par le point de vue du peuple que Lecanuet sanctionne ; Il s'agit de faire un exemple. Il ne fait que mettre en évidence la crise de la justice.

JARROT : les gros, ça ne pollue pas

Jarrot, ministre de la qualité de la vie s'agit : à grands renforts de publicité, il a décidé d'autoriser la fermeture provisoire de huit entreprises, « pour cause de pollution et de nuisances ». Pechiney ou Rhône Poulenc auraient-ils des ennuis ? Pas du tout : La plus grosse entreprise polluante visée, la société Protavac, dans l'Eure, emploie...16 ouvriers. D'ailleurs, depuis le 13 octobre, ces ouvriers sont en grève, précisément contre la toxicité de leur travail. Jarrot voudrait-il ainsi aider ce patron à fermer ? Pour le reste, il s'agit de pressings, au Havre et à Paris, d'un atelier de torréfaction à Bordeaux, d'un petit atelier de tôlerie à Paris...

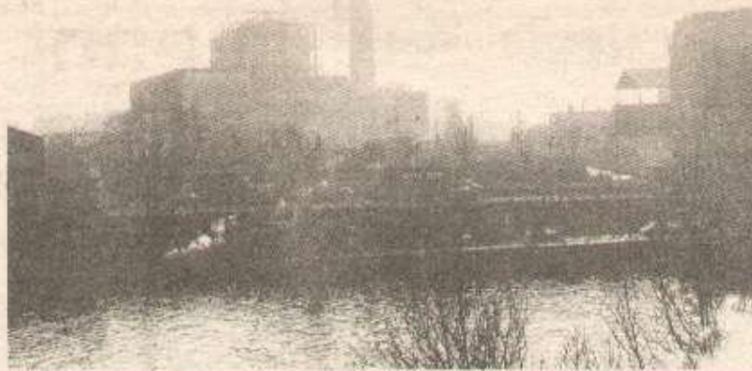
reux sur la banlieue de Lyon ? « Mais vous ne vous rendez pas compte », répond le secrétaire, cela n'a rien à voir, une raffinerie, c'est beaucoup plus compliqué. Cela dépasse complètement le cadre de notre ministère ! »

Pour se rattraper, on déclare au ministère qu'il s'agit là d'un avertissement, d'un ton plein de sous-entendus. Mais avertissement pour qui ?

Pendant que Jarrot s'agit, se rend démagogiquement au départ du Bol d'or, ou affrète un avion spécial pour les journalistes quand il va visiter le four solaire de Font Romeux, la Maurienne, en Savoie, meurt du Fluor de Pechiney, les ouvriers des ateliers de peinture de Renault ou Berliet sont usés au bout de trois ans de travail. Cela ne veut pas dire que la bourgeois

ne s'intéresse pas à la pollution : pour les patrons de l'industrie forestière, « La recherche de solutions à un problème d'environnement peut amener la création d'une nouvelle industrie de pointe, et même la découverte de nouveaux canaux d'exportation ». Résultat : en Suède, le taux de pollution des rivières augmente « moins vite » et les patrons de cette industrie ont trouvé le moyen de faire de nouveaux profits.

C'est à cela que pousse Jarrot par ces mesures ridicules, il espère calmer le colère des travailleurs et pousser les industriels à investir dans « l'environnement ». Mais dans le même temps, des « justifications » à la pollution sont avancées : En même temps que l'annonce des fermetures décidées par Jarrot, on apprenait que l'usine « Le Tanneur », dans l'Ain menaçait de fermer, si les règlements anti-pollution n'étaient pas assouplis. « Cela nous coûte trop cher ». Autrement dit « si nous polluons, c'est pour donner du travail à nos ouvriers... ».



de nos correspondants ...

ASSURANCES : DACTYLOS EN GREVE

Les dactylos des Assurances du Groupe de Paris sont en grève depuis le 13 octobre pour la suppression du rendement et une augmentation de 150 F pour tous. La direction a assigné les délégués CGT et CFDT devant les tribunaux pour atteinte « à la liberté du travail et au droit de propriété ». Le jugement doit être rendu aujourd'hui.

RENAULT-DOUAI : GREVE CONTRE LES CADENCES

Cent vingt OS des deux équipes se sont mis en grève contre les cadences. Ils exigent des temps de repos plus longs, un arrêt de trois quarts d'heure pour pouvoir manger à un rythme normal. Ils demandent aussi le relèvement des coefficients de salaires. La lutte des OS de Renault-Douai démonte la baudruche de la Réforme de l'Entreprise : ce « bijou » technique et « psychologique » de la Régie Renault n'est qu'un bague. L'organisation « révolutionnée » du travail effectué

en « groupes autonomes », n'a fait qu'accroître les cadences.

BLANCHISSERIE ELIS A PANTIN

Les chauffeurs de la blanchisserie Elis à Pantin sont en grève, contre le licenciement d'un délégué CFDT, sous un prétexte futile. En fait, la direction veut liquider la section syndicale, qui n'existe légalement que depuis quinze jours.

ANGERS GREVE DANS L'HORTICULTURE

Grève générale dans l'horticulture hier : les travailleurs des pépinières refusent leurs conditions de travail : journées de 17 heures, réveil en pleine nuit pour les « gelées », travail tous les jours de la semaine plus un dimanche par mois. Ils exigent :

- 40 h par semaine sans perte de salaire,
- le troisième mois,
- pas de licenciements (les patrons les surchargent de travail pour pouvoir licencier les travailleurs « en trop »)

PATHE MARCONI (CHATOU)

C'est une boîte de 900 personnes avec 45 OS et OP à la production, tout le reste du personnel est constitué d'OS qui travaillent la manutention (emballage...)

Actuellement seul le secteur production (45 ouvriers) est en grève totale depuis 3 semaines pour :

- 300 francs pour tous,
- salaire minimum de 1 700 frs.
- un changement de catégorie (OS = P1 ; P2 = P3),
- une augmentation de la prime de nuit.

Les grévistes sont présents sur les lieux de travail, se réunissent, essaient de voir comment mettre en grève les autres travailleurs.

CAEN : LES CHEMINOTS ET LE TURBO-TRAIN

Tout avait été bien préparé pour le baptême d'un des turbo-trains qui porte le nom de la ville de Caen. Drapeaux, plantes vertes, estrade, champagne, les beaux messieurs et les belles dames de la région. Mais les

cheminots sont venus « troubler la fête », avec leurs banderoles et leurs revendications : « Augmenter les effectifs, augmentez les salaires » scandaient les cheminots, qui ont couvert de leurs sifflets les interventions de M. Bornet, directeur de la région Est.

DEUX GREVES A LISIEUX (calvados)

Les travailleurs de chez Leroy ont cessé le travail depuis près de quinze jours. Ils exigent 6 % d'augmentation, le troisième mois, paiement de la prime d'équipe et l'indemnisation des heures perdues. Ils ont bloqué les bureaux. Une délégation des travailleurs de l'usine Magenta, qui fabriquent eux aussi du contre plaqué, est venue soutenir leur action.

Vendredi, les travailleurs des abat-toirs industriels « Pien et Glasson » ont entamé eux aussi une grève illimitée. Ils réclament 1 700 F minimum - alors que les femmes sont embauchées à 1 200 et 1 300 F par mois pour 44 heures hebdomadaires - et le troisième mois. Des piquets de grève ont été mis en place et bloquent la sortie des camions.

SOVIREL : un député a l'usine ...

Suite de la page 1

En effet, depuis plusieurs semaines, grèves perlées et manifestations se multiplient. « Ici, c'est un peu la guérilla, nous dit ce syndicaliste CFDT, chaque grève comme celle-là bloque, en fait, la production pour plusieurs jours à cause des feux continus et de l'absence de stocks. » « D'ailleurs, la direction ne s'y est pas trompée, elle nous attaque en référé », ajoute un autre. Cela ne fera pas reculer les 3 300 travailleurs de Sovirel : « Aujourd'hui, on occupe pour une journée, mais rien ne dit que dans les jours qui viennent on n'ira pas plus loin... » C'est qu'avec le chômage partiel, les salaires sont considérablement amputés et que les 181 licenciements, s'ils ne concernent aujourd'hui que les cadres et les employés, risquent de toucher bientôt le personnel ouvrier : « Ce que veut la direction, nous dit ce militant CGT reconnaissable à l'insigne qu'il porte sur son blouson, c'est restructurer ses marchés, ce qui veut dire : abandon de certaines production. En fait, c'est 1 000 à 1 500 licenciements qui risquent d'intervenir dans les deux années à venir. »

« C'est comme à Idéal Standard, précise un jeune, au début ils ont eu du chômage partiel comme nous, les pré-retraités... et maintenant, c'est la boîte qui ferme... C'est pourquoi, dès maintenant, on se bat contre le chômage partiel. Rien que la semaine passée, on était plus de mille à chômer et ça recommencera en novembre. Cela ne peut plus durer. »

CONTRE LES TENTATIVES DE RÉCUPÉRATION DU PCF

Nous apprenons que le PCF avait prévu de tenir ce matin un meeting à l'intérieur de l'usine et que les travailleurs s'y sont opposés. La discussion s'engage : « On ne veut pas politiser la grève... » « Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, coupe un autre, notre lutte, elle est bien politique, puisque ce qu'on refuse, c'est la politique du patron et des capitalistes, la grève, c'est notre politique à nous... » « Oui, en fait, ajoute un travailleur déjà âgé, ce n'est pas qu'on est contre le fait que des

partis politiques viennent ici, on est contre le fait que le PCF veut avoir le monopole dans les usines. Si des révolutionnaires veulent venir, par exemple, il faut qu'ils en aient la possibilité. » « On ne veut pas que le PCF fasse de la récupération sur notre dos, mais puisqu'ils font leur meeting dans la salle municipale, allons-y. On a quelques questions à poser. »

C'est ce que nous faisons. Deux à trois cents personnes sont là. C'est peu pour les 3 300 salariés de Sovirel. Un membre du comité central de ce parti révisionniste est en train de faire son discours. Dix minutes, une demi-heure, mais rien sur la lutte, aucune proposition d'actions, non. Simplement : « Mais si vous avez des problèmes, je suis député, vous pouvez venir me voir ! Et puis, après une pause oratoire, signe d'une intense réflexion : « La lutte de classe, au fond... ça existe ! à la fin, gêné quand même que les travailleurs aient refusé qu'il parle dans l'usine, il cherche à se justifier. En fait, il dévoile le fond de sa pensée, de sa pensée révisionniste : « nous combattons tous ceux qui veulent nous interdire l'entrée de usines, nous demandons la démission de Ponia... » Mais qui vous a interdit l'entrée de l'usine, Ponia ? Non, ce sont les travailleurs qui l'ont décidé à la majorité. Ceux-là mêmes que vous voulez donc combattre !

Avec un tel discours, les questions arrivent vite. Heureusement parce que le micro était prêt à être remballé... « A Idéal Standard, le

La sortie de l'assemblée générale, hier



PCF s'est opposé à la vente des radiateurs, ce qui aurait pourtant permis de populariser la lutte. Pourquoi ? La réponse, si on peut appeler cela une réponse, est plus qu'embarrassée : « vendre des radiateurs, c'est la porte ouverte aux provocations... » Les ouvriers de Lip apprécieront ! Et c'est bien pourtant l'essentiel de sa réponse. Autre question : « Sovirel dépend d'une multinationale, or cette même firme est implantée en Roumanie et dans d'autres pays de l'Est. Est-ce normal ? » Longue réponse pour dire que si les multinationales investissent dans les pays du Tiers Monde, c'est que la main d'œuvre et les matières premières sont bon marché !

Quant aux pays de l'Est, il admet que c'est exact mais que « C'est différent parce que c'est 50-50 et que l'Etat socialiste contrôle ces firmes ». Mais, au fait, si elles s'implantent, n'est-ce pas aussi parce que dans ces pays où le capitalisme a été restauré, la main d'œuvre est aussi bon marché, c'est-à-dire exploitée ?

Voilà « un débat » qui n'a guère convaincu : Et à la sortie, des travailleurs manifestaient à mi-voix leur mécontentement. Sûrement qu'ils ne regrettaient pas d'avoir refusé à ce monsieur l'entrée de leur usine.

Pierre MOREL

SOVIREL

Entreprise de 4 350 salariés
Chiffre d'affaires : 550 MM. de F.

Filiale du groupe américain
CORNING GLASS WORKS

Fabricant de verres spéciaux
(Ampoule de télévision, verres de lunetterie, d'optique, produits techniques en verre Pyrex, produits de consommation culinaire - Pyrex)

USINES :

- Nemours : 3 355 personnes (le plus important employeur de la région)
- Aniche (Nord) : 360 personnes
- Chateauroux : 360 personnes
- Levallois-Perret : 275 personnes (Siège)

Pechiney Ugine Kuhlmann journée d'action aujourd'hui

JEUDI 23 OCTOBRE
JOURNÉE NATIONALE D'ACTION
A PUK
QUELLE RELANCE DE L'ACTION ?

Une semaine après la journée nationale Rhône Poulenc, ce sont les travailleurs de PUK qui sont appelés à une journée d'action avec un rassemblement à Paris devant le siège du groupe.

La direction générale de la chimie PCUK a pris en effet des mesures qui sont entrées en application depuis le 1^{er} octobre :

- Chômage partiel d'une part ne frappant pas l'ensemble des établissements dans un premier temps.

- Mise à la retraite obligatoire à 60 ans sur la base de 75 % des ressources (salaire de référence).

- Suppression des augmentations personnelles de salaire dans le cadre d'un plan de restriction.

Face à la politique de chômage et d'austérité de PUK, les travailleurs doivent faire face. A PUK, la riposte ne se fait pas attendre, emboitant le pas des ouvriers de Watrelos, ceux de Villers St Paul (Oise) organisent des manifestations dans l'usine sous les fenêtres de la salle de réunion du comité d'établissement et des défilés dans les bureaux de la direction. A Jarrige (Rhône Alpes), les ouvriers obligent la direction à reculer en obtenant la garantie (jusqu'à fin 1975) de ne pas subir de chômage partiel. A Villers St Sépulchre, les ouvriers décident l'occupation des ateliers les jours chômés.

Ainsi, de proche en proche, l'action est mise en œuvre. C'est dans ce contexte que la coordination PCUK CGT a lancé l'initiative de la journée nationale d'action du 23 octobre avec une manifestation au siège du PUK à Paris. Aussi ne s'agit-il pas de sous-estimer la mobilisation en cours, malgré les difficultés qui ont pu surgir entre la CGT et la CFDT.

C'est toute la question du développement de l'action après le 23 octobre qui est en jeu. Comment développer l'offensive ouvrière face à des patrons décidés à nous faire payer la crise ? Comment s'opposer aux mesures de chômage partiel et d'austérité ? Comment pénaliser les patrons en les privant d'une partie de leur production en engageant la lutte contre les cadences.

le trust PUK

PUK, c'est aussi un trust international qui s'étend sur une grande partie de la France et qui possède des filiales un peu partout dans le monde.

PUK, est organisé en holding (société financière) contrôlée par le capitalisme financier par l'intermédiaire des banques Lazard, Rothschild, Paribas, Suez, etc...

PUK, c'est aussi un groupe composé d'un certain nombre de branches bien cloisonnées telles que : Aciers et Electrometallurgie ; Aluminium, Chimie, Mines et nucléaires, produits spéciaux, transformation cuivre, Affaire d'Amérique et d'Australie, Affaire d'Afrique, d'Asie, de Grèce et du Moyen Orient, département d'URSS.

PUK est ainsi une des premières entreprises de France, fer de lance de l'impérialisme français (au premier trimestre 1975, près de 42 %

du chiffre d'affaire a été réalisé hors de France). PUK, c'est plus de 460 usines, 256 sociétés et filiales réparties dans 40 pays, c'est au total plus de 100 000 salariés (80 000 pour PUK France). 20 % de la production est réalisée à l'étranger. PUK, c'est pour 1974 un chiffre d'affaire supérieur à 22 milliards de francs, un bénéfice net de 743,5 millions de francs contre 365,3 millions de francs en 1973. Bien que les chiffres publiés par PUK pour le premier trimestre 1975 fassent état d'une baisse du chiffre d'affaire (4,83 milliards contre 5,41 milliards de F. au 1^{er} trimestre 1974), il faut savoir que par le biais des « amortissements, fond de réserve, charges financières... », c'est plus de 2 milliards de F que PUK a amassé en 1974. Il n'y a aucune commune mesure entre les réalités et les plaintes des patrons de PUK.

AIR FRANCE : la grève s'étend

Presque toutes les catégories de personnel sont maintenant en lutte ; les laveurs qui sont en grève illimitée depuis 2 semaines, les manutentionnaires, le personnel du service de restauration, les mécaniciens au sol... Ce ne sont plus seulement Orly et Roissy qui sont touchés, mais les aéroports de Toulouse, Lyon, Nice et Marseille.

Les différents services ont des revendications spécifiques, mais tous les travailleurs réclament l'augmentation des effectifs, l'embauche des saisonniers. A Orly, ce sont plus de 5 000 travailleurs qui participent à la lutte.

Tirant les leçons des échecs des mouvements précédents, les travailleurs et leurs organisations syndicales, ont adopté de nouvelles formes de lutte. Pas de mouvement isolés, ce sont pratiquement tous les services qui luttent, pas de grève illimitée, mais des débrayages quoti-

diens de plusieurs heures. Ces actions désorganisent totalement les plans de la direction.

Pour appuyer les débrayages et renforcer l'unité des travailleurs de tous les services, il y a des assemblées du personnel régulières. Hier matin à Orly, 4 500 travailleurs réunis en assemblée générale ont décidé d'une manifestation aujourd'hui sur les Champs Elysées devant le siège d'Air-France. Ce qui fait la force du mouvement actuel, c'est sa très grande unité malgré la diversité des services, et sa combativité. Tous sont décidés à lutter jusqu'à l'obtention de toutes leurs revendications.

« Nous n'avons rien à perdre, ce mouvement nous le mènerons jusqu'au bout » entend-on chez tous les grévistes. Et ce ne sont pas les CRS que la direction a envoyé à deux reprises contre les grévistes qui ont entamé leur détermination.

Il y a un an : Faulquemont

Les camarades de la Fédération Lorraine du PCR (mf) sont intervenus récemment, en diffusant un tract au puits de la Houve à Creutzwald et au puits Simon à Merlebach, où travaillent aujourd'hui une partie des mineurs de FAULQUEMONT. Ils ont été très bien accueillis, car les mineurs se souviennent du soutien qu'ils leur avaient apporté l'an dernier. Ils ont fait avec eux le bilan de la lutte contre la fermeture de Faulquemont et des efforts du PCF et du PS pour l'isoler. « Ces faux amis, ce sont les partis révisionniste et réformiste (PCF et PS) et les directions syndicales qui noyèrent ou « coublèrent » dans la

plate forme inter-syndicale le maintien du puits de Faulquemont, sous le prétexte que ce n'était pas très mobilisateur. Ces faux amis, ce sont ces gens qui s'opposent à un soutien actif de la classe ouvrière lorraine en sabotant les délégations de mineurs en lutte aux portes des usines lorraines... »

Les camarades ont appelé les mineurs à unir leurs « Lutttes à celles de toute la classe ouvrière de France, dans un vaste mouvement d'ensemble contre la bourgeoisie et sa politique de crise. »

femmes

A PROPOS D'UNE SÉRIE D'ÉMISSIONS DE TÉLÉVISION

giscard et la crise de la famille

Pourquoi pas un troisième enfant ? voulait nous convaincre Michel Debré, lors d'un débat télévisé. - Passer devant le maire, n'est-ce pas un obstacle au « bonheur du couple » ? comme nous le suggère l'émission hebdomadaire « Cécile ou la raison des femmes »... ? Une femme n'est-elle pas plus heureuse si elle vit sa vie sans s'attacher à aucun homme ? C'est le film « La femme de Jean » passé aux dossiers de l'écran qui le laisse entendre. Vaut-il mieux avoir un métier ou bien rester à la maison pour élever ses enfants ? L'instinct maternel existe-t-il ? c'était l'émission « F... comme Femme ».

Autant de problèmes qui agitent les femmes, qui alimentent leurs conversations et dont la télé parle largement et en apparence, librement, en ce moment.

Où vont ces débats ? Quelle est leur fonction ? Que cache cette apparente liberté ! N'est-ce pas plutôt une façon très sournoise de détourner les femmes de la lutte ?

COMMENT ON NOUS APPÂTE.

Ce qui ressort de ces émissions ? à première vue, c'est une impression de liberté et de vérité. Elles sont toutes fondées sur le débat, les interviews, les reportages. Et pour étayer la démonstration, la réalité et la fiction sont étroitement mêlées... c'est accrocheur... Chacun parle librement. Aucun commentaire après les interviews. Lorsque les mères célibataires expliquent pourquoi elles ont gardé leur enfant, personne n'a l'air de porter de jugement ; à chacun d'entre nous de conclure. Des avis très divers s'expriment. Et même tout à fait opposés. Dans le débat qui a suivi « la femme de Jean », Michel de Saint Pierre essayait de nous convaincre que le rôle d'une femme, c'était d'être femme au foyer; Jeannette Laot, membre de la direction de la CFDT essayait de

replacer le débat sur la nécessaire lutte des femmes contre le capitalisme, et Antoinette du MLF tentait de rappeler les luttes des femmes du Tiers-monde et de nous parler de la vie des enfants en Chine.

ON NOUS FAIT TOURNER EN ROND

Mais regardons-y de plus près. Aux problèmes posés par la crise de la famille, aux époux qui ne s'entendent plus, aux enfants qui se révoltent contre leurs parents, aux nombreuses mères célibataires, aux jeunes filles forcées de se marier parce qu'elles sont enceintes... la bourgeoisie veut répondre. Et pas à coups de moralisme. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Le moralisme bourgeois traditionnel est dépassé. La réponse ? et bien, dans cette série d'émissions, ce qui nous est suggéré... c'est de passer outre... à la légalité familiale. Et de nous donner en exemple la « femme de Jean », une petite bourgeoise qui se « libère » (?) en refusant de s'attacher à un seul homme... des mères célibataires délaissées... qui voudraient se montrer très satisfaites de leur sort... un couple, (celui de Cécile et Daniel), bien pantouflard, que l'on voudrait faire passer pour heureux... parce que, justement, il n'est pas passé à la mairie...

Dans le fond, c'est une solution qui ne dérange personne.

Mais est-ce une solution ? Est-ce que la bonne entente d'une famille dépend du fait d'être passé à la mairie ?

Poser les problèmes de cette façon-là, c'est en fait tourner en rond. C'est dire aux femmes, c'est dire aux travailleurs : voilà ce qui est principal dans votre vie : les enfants, le couple, les sentiments qui lient les individus. C'est là que l'on trouve son bonheur, et c'est possible... « Regardez cette jeune femme, dans cette cité de HLM, elle est seule, isolée, comme beaucoup d'entre vous ; à l'enquêteur qui vient lui demander si elle préfère rester à la maison, ou travailler, elle répond, sous-entendant qu'elle n'a ni maison ni travail : « La maison ?.. quelle maison ? ; le travail ? .. quel travail ? » De toute façon pour elle, il ne s'agit pas d'un choix. Et elle a raison... mais tout devient pernicieux lorsque la télé nous montre cette même jeune femme parler à son enfant, en nous ordonnant implicitement de conclure, par la logique des images : Au fond, elle est quand même heureuse de pouvoir parler tendrement à son enfant, peu importe le reste, voilà le bonheur... le lien entre un enfant et sa mère.

La conclusion ? Mesdames, vous n'avez aucune raison de vous révolter. Il vous reste vos sentiments. Qu'importe le chômage, la hausse des prix, l'exploitation et l'oppression... voilà ce que la télé veut nous faire croire...

POSER LES VRAIS PROBLÈMES.

La réalité correspond-elle à ce que la télé nous a montré ? Toutes les mères célibataires supportent-elles leur situation avec autant de sérénité que celles que nous avons vues ? Combien de femmes isolées dans leur cité ont fait de la dépression jusqu'à ne plus sortir du tout de chez elles ? Celles-là, on ne les interviewait pas.

Il ne s'agit pas d'opinions individuelles, comme semble le dire la télé, mais d'un problème de

société. Et si la famille est en crise, n'est-ce pas lié aux conditions de travail et de vie des travailleurs ? Qui détruit la famille si ce n'est le capitalisme ? Non seulement la fatigue accumulée dans le travail, les transports, le logement rendent toute communication, tout échange plus difficile, non seulement les longues absences, l'isolement dans les cités-prison, mais aussi le chômage et la peur du chômage, avec l'incertitude du lendemain, l'anxiété des parents devant l'avenir des enfants, et la remise en cause de ce qui nous entoure. Avec le mûrissement de la crise, avec la multiplication des luttes où les femmes participent, les vieilles valeurs morales bourgeoises craquent. Les femmes aspirent de plus en plus à l'indépendance, à être les égales des hommes, et ne s'unir à eux que dans un réel consentement mutuel.

Alors, la famille, ce n'est plus une affaire personnelle, mais elle est étroitement liée à la lutte pour une autre société, la lutte pour la société socialiste, et elle commence à se transformer dans la lutte dès aujourd'hui, non plus repliée sur elle-même, comme le désirerait la bourgeoisie, mais ouverte sur la vie.

Thérèse VERNET



Pendant l'occupation de Lip, une ouvrière avec sa fille, à la commission courrier : « une autre façon d'être secrétaire... »

AVORTEMENT : la loi et son application la realite du liberalisme giscardien

Il y a quelques jours, Simone Veil, ministre de la santé, se déclarait très satisfaite de la loi sur l'avortement. 20.000 avortements auraient été faits dans les hôpitaux. Quant aux autres, comme ils ont lieu dans les cliniques privées, il est soi-disant impossible de les décompter. Que deviennent les centaines de milliers de femmes qui se font avorter chaque année ?

Quelle est la réalité de l'avortement aujourd'hui ?

Lorsqu'on se trouve dans le cadre de la loi, c'est à dire qu'on se présente à l'hôpital, avec ses divers certificats signés, avant dix semaines, ce qu'il peut vous arriver de mieux, c'est que le médecin vous fasse un Karman (avortement par aspiration sans anesthésie, la meilleure solution aujourd'hui), mais la plupart du temps, ce sera sous anesthésie, (avec bien sûr tous les inconvénients que comporte une anesthésie). Dans ces moments difficiles, en aucun cas, les médecins ne discutent avec vous et ne vous conseillent pour la contraception. Il faut que cela se fasse rapidement. La femme reste un objet que le médecin manipule. De toutes façons, il faut que vous payiez en rentrant, et en argent liquide. L'avortement est le seul acte médical qui soit payable d'avance. Les prix ? de 400 F (très rarement) à 800 F le plus souvent. Cela, c'est ce qui se passe dans les meilleurs des cas.

Souvent, lorsque l'on téléphone à l'hôpital, même si on explique qu'on est pressée, l'hôpital fixe un rendez-vous pour dans trois semaines ou un mois... C'est une façon d'é luder le problème sans en avoir l'air. Alors, si l'on ne se décourage pas, il faut se mettre en quête d'une clinique privée.

Il arrive aussi que l'on ait un rendez-vous rapide, mais que le jour où l'on se présente, le médecin qui vous reçoit ce jour-là refuse de pratiquer cet avortement, prétextant « la clause de conscience ». A l'Hôtel Dieu, à Paris, une femme avait obtenu un rendez-vous. Les deux assistants ont essayé de la dissuader en lui disant que sa grossesse était trop avancée (ce qui était faux au regard même de la loi)... et qu'ils « n'avaient pas envie de toucher des bras et des jambes... » Il lui a fallu, malgré ces ignobles pressions, exiger qu'on la traite correctement.

En fait, il se pratique un nombre très limité d'avortements dans les hôpitaux : d'après ce que l'on sait, entre autres, 3 par jour à la Salpêtrière, 5 par semaine à l'Hôtel Dieu...

Pour la plupart des femmes, c'est la course à la bonne adresse. Toutes les cliniques privées ne pratiquent pas les avortements. Lorsqu'elles le font, les prix sont variables, mais toujours élevés. Il faut compter de 800 F à 2000 F. Qui a les moyens de payer ? Toujours les mêmes ! Les conditions d'opération sont aussi variables. On peut être très bien reçue, mais il arrive que cela se fasse à la chaîne, les unes après les autres, rapidement.

Tout cela, c'est pour les femmes qui arrivent à se débrouiller dans le cadre de la loi.

Mais souvent, les femmes dépassent les délais. Soit que la grossesse ait été difficile à établir avec la vie irrégulière et perturbante que mènent les femmes et qui agit sur leur santé, soit que la femme ait pris difficilement sa décision... Très souvent, on voit venir au MLAC des mineures enceintes de trois mois et demi, qui n'avaient osé en parler à personne.

Dans tous ces cas, la seule solution aujourd'hui, c'est l'Angleterre... Mais à quel prix ! Et ce, probablement pas pour longtemps... puisqu'il est en train de se débattre un projet de loi interdisant l'avortement aux étrangères.

Quant aux avortements clandestins, il est difficile aujourd'hui d'avancer des chiffres. Des médecins auraient déclaré recevoir moins de cas graves qu'auparavant.

Sur tout cela, il nous reste à enquêter, à envoyer des témoignages car ce n'est que par les femmes du peuple que l'on saura réellement ce qui se passe.

Ce dont on peut s'apercevoir, c'est que toutes les femmes ne sont même pas informées de l'existence de la loi... Or, aucune propagande n'est faite là-dessus, ni sur la contraception. Bien au contraire... ce qui ressortait des entretiens de Bichat sur la nocivité des médicaments, c'est que la pilule était à déconseiller contre tout fondement scientifique.

La lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, est loin d'être terminée... On voit clairement aujourd'hui à qui peut bénéficier cette loi... : celles qui ont la possibilité d'être informées et surtout, assez d'argent pour payer. Une loi et une pratique de classe.

Éléments recueillis auprès du MLAC. par Th. VERNET

LE MLAC TIEN TROIS PERMANENCES PAR SEMAINE : les lundi, mercredi et jeudi à 18 H; les femmes y sont toujours nombreuses à y venir : 34, rue Vieille du Temple -Paris 4°. Tel : 278.70.38

une ouvrière de Lip témoigne

Le conflit pour moi, m'a libérée. J'avais élevé mes enfants, seule, et je ne m'occupais que de mes soucis et de mes enfants. Ceux-ci devenus grands, je les considérais toujours enfants, et je faisais des drames de tout. Puis la grève de LIP est arrivée, licenciée pour moi, c'était pire que tout. Je me révoltais, ce n'était pas juste, qu'allais-je devenir ?... Je ne pensais qu'à cela, et quand nous avons pris les moyens de nous défendre, je me suis battue de toutes mes forces, les soucis que j'avais avec ma famille étaient passés au deuxième plan, je sortais enfin, ce n'était plus moi qui courais après mes enfants, mais eux qui venaient me voir et qui ne me trouvaient pas, j'ouvrais les yeux non pas sur mes propres ennuis, mais sur les problèmes de tous les ouvriers, et je comprenais qu'il fallait en parler, ne pas vivre en cercle fermé, s'organiser, se battre contre le système capitaliste qui est la cause de tout, réfléchir, faire prendre conscience. Maintenant, j'ai choisi cette voie.

Alice
extrait de «LIP au féminin»

" le travail poste use notre sante "

Dans leur course à l'exploitation et au profit, les patrons ont voulu faire tourner les usines vingt-quatre heures sur vingt-quatre et de ce fait ont développé massivement le travail posté, le travail en équipes alternantes, (une semaine le matin, puis l'après-midi, puis la nuit quand ce n'est pas une semaine de remplacement où on bouche les trous). Le travail en équipes alternantes crée un nouveau rythme qui s'oppose parfois violemment au rythme naturel. L'homme est un être diurne, son sommeil, son appétit, ses sécrétions hormonales sont rythmés également par le jour et la nuit. Ainsi, les glandes surrénales (petites glandes qui coiffent le rein) produisent des hormones (cortisol) nécessaires à l'utilisation des aliments, la régulation de la tension artérielle et au maintien du tonus. La production de ces hormones est maximum à la fin de la nuit. Chez les ouvriers qui travaillent uniquement de nuit ce rythme est inversé : les hormones surrénales s'élèvent la nuit et s'abaissent le jour.

Or, pour « s'adapter » à un nouveau rythme il faut au moins une semaine. Dans le travail posté si le rythme change tous les huit jours ou même plus fréquemment, l'organisme est en constant déséquilibre. Des fréquences de rotation plus longues (2 à 3 semaines) seraient-elles préférables ? non, puisque pendant les jours de repos, le travailleur adopte le rythme de son entourage familial et cela suffit à le désadapter.

Les possibilités de récupération de la fatigue sont diminuées chez le travailleur posté, ainsi les accidents du travail augmentent en gravité la nuit. Ce qu'ils ressentent le plus, c'est la fatigue, la vie irrégulière, le manque de sommeil, la nécessité de prendre sur son temps de repos pour avoir une vie normale. « Si on veut avoir une vie de famille on ne peut pas dormir assez ».

Les troubles du sommeil augmentent avec l'âge, les charges familiales, le désir de participer à l'activité familiale et ont tendance à se fixer définitivement après plusieurs années de trois/huit. Une étude faite par les syndicalistes CFDT de la Sollac a montré que l'utilisation des somnifères double dès que l'on travaille la nuit.

Voilà le lot des postés : 31,4 % se font soigner pour une de ces trois maladies :

nerfs 15 %
maladies de l'estomac 17,3 %
maladies des intestins 7,6 %

Ce que disent les travailleurs postés : « Les heures de repas sont irrégulières, l'estomac n'a pas le temps de se reposer avec tous ces casse-croûtes ; on fume trop la nuit. Le casse-croûte de la nuit est dur à digérer et à midi je n'ai pas faim. J'ai l'estomac toujours mal foutu. Je n'étais pas comme ça avant de travailler ici ! »

La perte d'appétit, les brûlures d'estomac, les ulcères gastriques, les inflammations (gastrites, colites), les troubles nerveux, diminution de la vigilance (et augmentation du risque d'accidents du travail)... voilà les conséquences directes du travail posté.

Ce travail marginalise les travailleurs, leur rend difficile une activité politique et syndicale suivie, plus difficiles aussi les réunions sur la boîte entre ouvriers des différentes équipes.

Comme l'ont dénoncé les syndicalistes de Grenoble, la vie familiale est sabotée : « la femme empêche

les enfants de jouer ou les couche pour ne pas déranger le mari qui dort pendant la journée, les horaires de repas changent sans arrêt, les contraintes imposées au couple sont importantes et les divorces plus nombreux chez les postés. »

Les luttes des postés ont montré leur refus d'une organisation du travail conçue en fonction seule de la production et non de l'ouvrier.

A Bordeaux dans une usine de verrerie, ils ont obtenu que les fours tournent au ralenti la nuit, donc suppression de la majorité de l'équipe de nuit, à Laval grève du travail du samedi pour faire entendre leurs revendications, à Usinor grève pour demander une cinquième équipe.

Ce qu'ils demandent c'est la limitation du travail posté aux cas où il est techniquement indispensable, la limitation du temps de travail par la généralisation de la cinquième équipe. C'est l'aménagement des conditions de travail pour pouvoir prendre les repas à heure fixe à l'usine comme à la maison, pour diminuer l'usure physique en aménageant des temps de repos pendant les heures de travail.

Docteur Q d P

« CES ANNÉES LÀ » : 1948

Mardi soir sur TF 1, Michel Droit a multiplié ses insultes et ses attaques contre les peuples ; sa haine, c'est celle des fascistes.

Ce que la télévision a choisi comme historien, c'est un individu qui, à propos des sionistes, va jusqu'à dire : « Les Israéliens n'en sont qu'à des attentats, cela va bien vite changer... en effet tout est permis pour enfin obtenir une terre promise depuis 2000 ans »

Droit remplit bien la mission qu'on lui a confiée : l'histoire est découpée en tranches, année par année, et ce n'est pas difficile pour lui de trahir les images filmées, lorsqu'elles nous apparaissent sans être rattachées entre elles que par ses propres explications.

1948, c'est un passage de l'après-guerre, moment où partout dans le monde s'exerce la pression des peuples ; 1948, c'est l'année qui marque la progression fantastique du peuple chinois, proche de la Libération, l'entrée massive des masses indochinoises dans le combat anti-impérialiste, de toute part des coups portés à la domination des exploités de tout accabit. Une année marquée par les luttes qu'engagent les travailleurs français contre la détérioration de leurs conditions de vie, contre le chantage à la reconstruction orchestré par la bourgeoisie et les ministres révisionnistes du PCF, un an plus tôt, pour justifier une exploitation plus intense. 1948, c'est une année difficile à accepter pour un anti-communiste comme Michel Droit, et, comme on lui a commandé la série d'émissions pour couvrir l'actualité jusqu'en 1970, et que les peuples du monde n'ont eu de cesse de remporter des victoires, le ton de son commentaire ne peut que s'emplier dans le sens de l'injure hystérique.

Claude VILLARD

feuilleton

memoires et aventures d'un proletaire

de Norbert Truquin

Résumé

A Lyon, Norbert travaille comme terrassier. Le soir il rentre trempé dans le logement des terrassiers.

Une chambre glacée dans laquelle on ne faisait jamais de feu ; elle était meublée de douze lits étaient chacun d'une paille et de draps de grosse toile qui ne se lavaient que deux fois par an. Il fallait se coucher ainsi tout mouillé dans ce grabat qui sentait mauvais, à côté d'un camarade de lit, tout aussi trempé que moi. Il avait en outre l'habitude de boire la goutte avant de se coucher et exhalait une forte odeur d'eau-de-vie et de tabac qui m'asphyxiait ; mais ce qui me répugnait le plus, c'était de sentir à mes côtés le contact d'un autre homme. C'était la première fois que je me trouvais avoir un camarade de lit. En Algérie, je couchais pendant longtemps sur la terre, il est vrai, mais au moins, je couchais seul. En France, le climat ne permet pas d'en faire autant.

Il était inévitable qu'en menant ce genre de vie, je finisse par tomber malade. Je fus atteint d'une fluxion

de poitrine, à la fin de janvier, mais je n'en continuai pas moins à travailler dans l'humidité, ce qui n'était guère le moyen de guérir. Bientôt je fus contraint de rester au lit pendant quatre jours. On m'apportait, de temps à autre, un bouillon qui me répugnait. J'étais dévoré par la fièvre qui s'aggravait encore dans cette chambre glaciale ; je n'avais plus conscience de mon état. Je me levai et sortis par la ville. J'arrivai au pont de pierre sur la Saône ; l'envie me prit de me jeter à l'eau ; le pont était couvert de verglas ; j'étais chaussé de mes sabots et je glissai si violemment que ma tête porta sur le pavé. Le choc m'occasionna une hémorragie qui me fit perdre connaissance. Je fus transporté par des passants dans un cabaret où l'on me fit prendre du vin chaud qui me ramena.

Dans ces entreprises de terrassement, on retient trois centimes et demi par jour à chaque ouvrier pour payer les remèdes lorsqu'il est mala-

de ; mais les terrassiers sont rarement malades ; leurs maladies se réduisent à des points de côté ou à des fluxions de poitrine et lorsqu'on les mène à l'hôpital, ils n'en sortent le plus souvent que pour aller au cimetière.

Les ouvriers profitent rarement du bénéfice de cette assurance, tandis que les entrepreneurs font presque tous fortune. Dans ces travaux on renouvelle incessamment le personnel des chantiers et lorsque les forces des ouvriers commencent à décroître, on les congédie pour insuffisance de force, ou tout simplement sans motifs.

Norbert change de métier : il devient tisseur. « Mais sept à huit mois après, l'ouvrage cessa complètement ». Il reprend donc un travail comme puisatier. De nouveau, il lui faut chercher de l'embauche ailleurs.

Je laissai de nouveau le métier de puisatier pour reprendre celui de

tisseur, j'eus de la difficulté à m'embaucher parce que mes vêtements, ma physionomie me donnaient l'apparence d'un terrassier. Enfin, je finis par trouver de l'ouvrage, mais pour un article que j'ignorais complètement et où je réussis néanmoins dès le premier moment.

Cet atelier tenait la nouveauté, ce qui m'obligeait constamment à passer d'un article à un autre, si bien qu'au bout d'un an, je devins un ouvrier passable. L'atelier était situé rue Sainte-Catherine, à la Croix-Rousse, à un troisième étage.

C'était un atelier de six métiers occupé par des jeunes filles qui tissaient le satin. Ces jeunes ouvrières travaillaient, en été, depuis trois heures et demie du matin jusqu'à la nuit ; et en hiver, depuis cinq heures du matin jusqu'à onze heures du soir.

Il y a peut-être sept mille ateliers de ce genre à Lyon ; presque tous les patrons sont bigots ; ils vont recruter leurs apprenties dans le Dauphiné, le Bugey et la Savoie ; ils sont porteurs de certificats délivrés

par le curé de la paroisse. Munis de ces pièces, ils se présentent chez les curés de campagnes. Le curé leur indique les maisons où ils pourront faire un choix ; ils s'y introduisent à sa recommandation et y sont naturellement bien accueillis ; ils se présentent avec des montres et tout un attirail de breloques, n'oubliant pas de bourrer leurs poches de gros sous. Tout en causant, ils ont soin de laisser comme par mégarde tomber par terre un peu de la mitraille dont ils ont fait provision. Les enfants s'empressent de la ramasser pour la rendre au monsieur qui, dans sa générosité, l'abandonne aux ramasseurs. Ils racontent que leurs ouvrières ont placé des centaines de francs à la Caisse d'épargne et que si quelques-unes d'entre elles ne se donnaient au luxe, elles en placeraient bien davantage. Le bruit s'en répand dans la commune et bientôt un essaim de jeunes filles s'ennôient pour Lyon.

(à suivre)

JEUDI 23 OCTOBRE

TF 1
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES : « Qui a droit à l'allocation pour frais de garde ? »
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS : feuilleton en 30 épisodes d'Alain Page
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SALVATOR ET LES MOHICANS DE PARIS
21 h 20 - DOSSIER I.T. 1 : « French Connection n° 3 »
22 h 20 - ALLONS AU CINÉMA : magazine d'André Halimi
22 h 50 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'AFFAIRE PORTAL : émission de Georges Arnaud.
22 h 15 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE : émission de Michel Lancelot
23 h 30 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : « défense de la jeunesse scolaire »
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - ALTITUDE 10.000 : jeu d'Alain Jérôme et Pierre Vignal
20 h 30 - UN FILM, UN AUTEUR : « La vieille dame indigne » film français de René Allio (1964)
22 h 00 - JOURNAL et fin

VENREDI 24 OCTOBRE

TF 1

18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - AU THÉÂTRE CE SOIR : « Chat en poche »
22 h 00 - ARCANA : « la critique musicale »
23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES JEUNES
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA MORT D'UN TOURISTE
21 h 30 - APOSTROPHES : émission de Bernard Pivot.
22 h 35 - CINÉ-CLUB : présentation de Claude-Jean Philippe, « Le signe de Zorro »
00 h 10 - JOURNAL et fin

FR 3

18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : « la CFDT »
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - CIVILISATION : série de 13 émissions de Kenneth Clark.
21 h 20 - MAIS C'EST DE L'HOMME QU'IL S'AGIT : série d'émissions de la National Geographic Society.
22 h 05 - JOURNAL et fin.

international

le quotidien du peuple

PORTUGAL Radio-Renaissance libérée

Victoire ! Depuis hier soir, Radio-Renaissance émet à nouveau. L'émetteur, un temps occupé par les commandos, a été libéré. Le mot d'ordre «la radio est au peuple, pas au capital», passe à nouveau dans les faits.

Après l'abandon par les commandos, le gouvernement avait fait poser des scellés pour empêcher la réoccupation. En vain. Les manifestants, qui étaient 20 000, hier matin à l'aube, ont repris le contrôle de l'émetteur. «C'est une victoire des paysans, des ouvriers, des soldats et des marins» déclarait un orateur, dans l'enthousiasme populaire et au son de l'Internationale.

La reprise de Radio Renaissance ce est une deuxième victoire du peuple. Elle vient en effet après la victoire des soldats du CICAP la semaine dernière. Après un premier échec de sa tentative de rétablir «la discipline» dans l'armée, la bourgeoisie essuie une deuxième défaite sur le front de l'information.

La question du contrôle de l'information est en effet capitale pour l'avenir du peuple portugais. Radio Renaissance a d'abord été arrachée à l'évêché réactionnaire, puis mise au service du peuple, dirigée pendant de longs mois par les travailleurs. Radio Renaissance donnait la parole aux masses, aux commissions de travailleurs, de soldats et d'habitants. Elle était un instrument essentiel de la mobilisation populaire. C'est bien pourquoi un des premiers actes du gouvernement Pinheiro de Azevedo, avait été de faire occuper la station : les soldats qui occupèrent les studios fraternisèrent avec les travailleurs ; C'est alors que le gouvernement avait fait occuper l'émetteur, par les commandos.

C'est une grande victoire que vient de remporter le peuple du Portugal en reprenant Radio Renaissance.

Paul LEFORT



Radio-Renaissance : les studios (au mur, un mot d'ordre : la qualité de notre travail est une riposte énergique aux calomnies des patrons)

TIMOR EST invasion indonesienne

Le 16 octobre, à 9 h du matin, le Front Révolutionnaire de Libération Nationale de Timor-Est (FRETILIN) envoyait ce télégramme à la presse portugaise :

«Nous alertons l'opinion publique internationale, nous demandons aux gouvernements des pays du monde qu'ils s'opposent à l'invasion de Timor-Est par les forces indonésiennes sous le couvert de l'Union Démocratique de Timor (UDT) et de l'Association Démocratique du Peuple de Timor (APODETI). Elles ont lancé une attaque contre toute la région frontalière. Les attaques ont commencé à cinq heures du matin aujourd'hui 16 octobre, par des tirs d'artillerie, notamment des mortiers, des canons de longue portée, répartis dans le territoire indonésien, pour couvrir une avancée des troupes terrestres. Les villes suivantes ont été attaquées : Balibo, Malianas, Lebas, Nunura, Fohorèm et Tilomar.»

APRÈS LE 25 AVRIL : LES PREMIÈRES MANOEUVRES

L'île de Timor est située à l'extrémité Est de l'archipel de l'Indonésie, à environ 600 km des côtes australiennes. Tandis que la partie Ouest de l'île est indonésienne, la partie Est était colonie portugaise.

Après le 25 avril, le FRETILIN

était créé, exigeant l'indépendance de Timor-Est.

Le Portugal refuse de reconnaître l'indépendance, tandis que l'Indonésie et l'Australie cherchent à régler le problème de Timor à leur profit.

La solution d'intégration de Timor-Est à l'Indonésie est un vieux projet déjà négocié entre Salazar et l'Indonésie. C'est ce projet qui au fil des mois reçoit l'accord de plus en plus net, tant de l'Australie que des représentants portugais à Timor.

Pour remplir ces objectifs et contrecarrer l'influence du FRETILIN, deux organisations étaient créées. L'APODETI réclame le rattachement à l'Indonésie, l'UDT réclame la fédération avec le Portugal.

Almeida Santos, plénipotentiaire portugais chargé de régler le problème de Timor, multiplie les discussions avec les gouvernements indonésien et australien et met sur pied un projet de réunion quadripartite Australie, Indonésie, Malaisie, Portugal, qui définirait le statut de Timor.

G.CARRAT

Demain : LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE ET L'INTERVENTION INDONÉSISIENNE

en bref...

ALBANIE : LE PREMIER HAUT FOURNEAU EST CONSTRUIT

A Elbasan, un meeting des ouvriers a salué l'achèvement de la construction du haut-fourneau N° 1 du combinat métallurgique en cours d'édification. Comptant principalement sur ses propres forces, l'Albanie socialiste, avec la mise sur pied d'une industrie métallurgique de base nationale, remporte une très grande victoire dans la construction de son économie socialiste.

PALESTINE OCCUPÉE : LA LUTTE ARMÉE SE DEVELOPPE

Quelques unes des actions dans la première quinzaine d'octobre :

- Le 3 octobre, destruction sur une grande longueur de la voie ferrée allant de Khan Yunis à Deir al Balah.
- Le 5 octobre, une patrouille sioniste tombe sur une embuscade en Haute Galilée : un half-track détruit.
- Le 9 octobre, destruction d'un train militaire, de très nombreux tués et blessés sionistes dans une embuscade au sud de Naharia.

Toutes les manœuvres «de paix», et les complots contre la Résistance au Liban, se brisent devant ce facteur décisif : la lutte contre l'ennemi sioniste dans les territoires occupés.

MADAGASCAR : ARRÊT DE LA LIAISON AÉRIENNE AVEC L'AFRIQUE DU SUD

A partir du 8 novembre, Air-Madagascar n'assurera plus la ligne Tananarive-Johannesbourg. Le ministre des transports a déclaré à cette occasion : «Nous avons rompu toutes les relations économiques et aériennes avec l'Afrique du Sud. Juste position du gouvernement de Madagascar vis-à-vis du régime de l'apartheid, au moment où certaines voix se font entendre à nouveau en Afrique pour prêcher la conciliation avec Pretoria.

VIETNAM :

On se souvient de la campagne hystérique sur le sort de ces «pauvres soldats de Thieu» obligés de fuir le Vietnam libéré, parce que «menacés d'extermination». Beaucoup d'entre eux avaient trouvé refuge auprès des troupes US à l'île de Guam. Aujourd'hui, les USA en expédient 600 à bord d'un cargo, à destination du Vietnam, en précisant que, pour leur part, «ils déclinaient toute responsabilité au-delà de la limite des eaux territoriales». Le GRP a dénoncé cette provocation qui «vise à créer des difficultés au GRP».

KISSINGER ET L'EUROPE :

Dans le cadre de la rivalité des deux superpuissances en Europe, Kissinger vient de déclarer à Time que pour ce qui est de l'arrivée au pouvoir des partis révisionnistes, «il est de la responsabilité des gouvernements intéressés de l'empêcher ; si l'on a affaire à un Etat moderne, complexe, comme l'Italie ou la France, il n'est pas directement en notre pouvoir de l'empêcher».

Camille Noël

SAHARA OCCIDENTAL

Tandis que la préparation de la «marche» continue au Maroc, un compromis est toujours recherché entre Rabat et Madrid : Hassan II a reçu mardi après-midi, José Solis Ruiz, ministre du «mouvement» (le parti fasciste). Celui-ci déclarait à son retour du Maroc : «Hassan II semble très disposé à entamer le dialogue avec l'Espagne». Cependant, à la suite de manifestations anti-algériennes suscitées au Maroc, le gouvernement algérien envisageait hier soir la possibilité de «reconsidérer ses relations avec le Maroc et la Mauritanie». Les relations ferroviaires étaient coupées entre le Maroc et l'Algérie.

Au moment où, derrière les contradictions, pourraient se dessiner une sainte-alliance d'Hassan II et de l'Espagne contre le peuple Sahraoui, il vaut la peine de s'arrêter sur les forces auxquelles ce peuple a à faire face.

Le genre d'activités auxquelles se livrent ces troupes, on peut en juger par quelques faits :

- octobre 74 : représailles pour l'attentat contre le transport de phosphate : 300 ouvriers arrêtés et torturés, des centaines de licenciements, bombardements de Tasmimt pendant une semaine.
 - février 75 : arrestation de plus de 150 femmes pour leur lutte en soutien aux étudiants réprimés.
 - août 74 : raid de la légion : 7 morts et 30 blessés ; femmes violées.
- La liste de ces crimes n'en finirait pas.

Hassan le pacifique ?

A l'occasion de la préparation de la «marche» sur le Sahara occidental, on nous a présenté à qui mieux mieux le roi Hassan II du Maroc comme un «apôtre de la non-violence», un «nouveau Gandhi». Certes TF 1 a projeté un document révélant ce qu'il faut entendre par «marche pacifique» : on a pu voir la très forte concentration militaire à la frontière du Maroc et du Sahara occidental.

Mais, qui peut réellement croire aux intentions pacifiques de Hassan II, lui qui n'a pas hésité à lancer Oufkir, son tueur à gages d'alors, sur Ben Barka pour assassiner ce dernier à Paris, avec la collaboration des milieux de la pègre manipulés par la police ?

Lui qui, en novembre 1973, entre une partie de golf et une réception mondaine, avait ordonné l'exécution de quinze patriotes marocains, au rang desquels figuraient d'authentiques combattants de la première heure de la lutte pour l'indépendance, contre le colonialisme français ? Car, Hassan II ne règne que par la violence : depuis la période de 1956-1958, où il a

procédé à la liquidation des anciens résistants de la lutte contre le colonialisme, le régime marocain n'a cessé d'accumuler les procès fabriqués et de réprimer massivement les soulèvements populaires. Car sa base sociale s'effrite toujours plus : la misère noire du peuple marocain contraste avec l'opulence du «palais» où, lors du coup d'Etat de Skhirat et de celui d'Oufkir on a pu voir les plus hauts dignitaires du régime -le roi y compris- se flinguer au coin des couloirs.

Et tous les procès politiques au Maroc révèlent le vrai visage du bourreau Hassan : la torture est systématique, au royaume de Hassan. Eau de javel dans la bouche, torture à l'électricité, «baignoire», noyade dans la mer.

Si aujourd'hui la presse bourgeoise nous parle d'Hassan le «pacifique», c'est parce que l'amitié du roi sanglant du Maroc est nécessaire à notre bourgeoisie : elle partage, avec l'impérialisme US, la domination du Maroc par l'intermédiaire des bourreaux de Rabat.

l'armée d'occupation espagnole

Un soldat par habitant.
Armée, réguliers, légion, parachutistes 50 000
Garde civile (service d'action psychologique), brigade Politico-sociale, Police Territoriale du Sahara 4 500
Aviation 500
Chefs traîtres avec leur armée personnelle, police nomade. 1 500
Total 56 500

Ces chiffres datent de 1974 ; le nombre des soldats a encore augmenté depuis de plusieurs milliers.

Il faut y ajouter les Services Spéciaux d'Information et de Sécurité, organisme secret militaire dépendant directement de